

Les grandes peurs de l'an 2000

LA vieille malédiction historique pesant sur le continent africain referait-elle surface ? Depuis bientôt deux décennies, les Français géraient leur pré-carré dans la discrétion, réunissant la famille chaque année et joignant leur voix aux concerts internationaux de lamentations sur la situation « préoccupante » d'un continent sinistré.

Or, voilà que de Kinshasa à Abidjan, de Dakar à Libreville, les frémissements des nouvelles générations africaines font place à la révolte violente. La revendication démocratique formulée dans les pays de l'Est est reprise par ces mouvements dont on sent bien qu'ils ne seront pas éphémères.

Mais cet intérêt renouvelé pour l'Afrique ne suscite pas que de l'optimisme ; il charrie tous les fantasmes, toutes les veilles peurs réveillées par les ruptures affectant, en cette fin de siècle, un ordre mondial que l'on feignait de croire immuable. Tous les ingrédients d'un nouveau millénarisme semblent réunis. Les discours sur le Sida et sur le risque mortel qu'il fait courir au continent africain sont annonciateurs de fin du monde et réveillent les vieilles notions religieuses de punition et de rédemption. Le spectre de l'anéantissement va paradoxalement de pair avec la peur de l'envahissement par les hordes de l'immigration.

Le constat de faillite économique et financière d'États que l'on a tout fait pour placer hors du jeu de l'économie mondiale alimente le fantasme craintif de l'invasion du monde riche. La peur du nombre gagne les gouvernements africains eux-mêmes. Convaincus il n'y a pas si longtemps que « la meilleure pilule, c'est le développement », ces gouvernements rejoignent aujourd'hui résolument le camp des néo-malthusiens et font leur le mot d'ordre suspect de

limitation d'écrêtage des naissances. A l'échelle de l'ensemble du Tiers

grandes métropoles. Ils entonnent curieusement le discours du roman européen du XIX^e siècle sur la ville, au détail près que, dans cette Afrique de la fin du XX^e siècle, les classes dangereuses n'ont même pas le privilège d'accéder à la dignité de classes laborieuses.

Deux questions méritent l'attention dans ce contexte : qui transmet les peurs et pourquoi ?

Le parallèle avec le mécanisme de grande peur de la Révolution française est tentant, mais il ne résiste pas à l'analyse. La grande peur de cette fin de siècle ne semble pas être le fait de couches populaires, même si, de ce côté, l'anxiété et un réel sentiment d'insécurité se manifestent. La crainte du complot colporté par la rumeur ne suscite pas l'émotion populaire mais, de la part des acteurs investis du pouvoir de décider, on note bien cette tendance manipulatrice à agiter l'imagination par de sombres terreurs et le diagnostic porté par Mirabeau en 1789 trouve un écho dans le mécanisme des grandes peurs de l'an 2000 en Afrique : « *Rien ne frappe davantage un observateur que le penchant universel à croire, à exagérer les nouvelles sinistres dans les temps de calamité (...) Nous ressemblons alors aux enfants de qui les contes les plus effrayants sont les mieux écoutés.* »

La peur écologique

Le souci de l'environnement a beaucoup gagné de terrain au cours des dernières décennies et l'on ne peut que partager les inquiétudes de ceux qui dénoncent le véritable naufrage du Tiers monde dans ce domaine. Souvenons-nous cependant du slogan des militaires brésiliens au cours des années soixante-dix : « Venez nous polluer ! » ... Une des dernières ressources négociables des Africains n'est-elle pas aujourd'hui leur espace ? De zones franches en poubelles à déchets industriels dangereux, le milieu écologique est mis à rude épreuve mais il y a quelque mystification à dénoncer un tel état de choses sans proposer de solutions.

On s'interrogera également sur certaines chaînes de causalité utilisées pour expliquer la dégradation de l'environnement. La croissance démographique est rendue responsable de la dégradation des sols par destruction du couvert végétal, érosion mécanique et épuisement des ressources chimiques sans restitution sous forme d'engrais. Le déboisement, phénomène économique majeur tant en zone sahélienne qu'en pays forestier, est également imputé à la pression des hommes alors que l'on sait qu'il résulte surtout d'une exploi-

voquée par l'adoption de méthodes culturelles comme la création de grands blocs voués à la monoculture ou l'introduction sans précautions de la culture attelée.

La peur écologique a une très forte composante urbaine. Du *Tristes Tropiques* de Levi-Strauss au film de Louis Malle sur Calcutta, les images se bousculent : la ville « place d'enfer », réduite à l'état de cloaque dont l'anthropologue se demande s'il n'est pas l'image de notre avenir ; énorme agrégat humain anarchique qui a atteint un état d'anomie irréversible... les bidonvilles d'Abidjan ne peuvent certes pas être assimilés aux *bustees* de Calcutta ou aux *favelas* brésiliennes mais deux constats sont largement vérifiés en Afrique :

- la ville pompe et détruit son environnement,
- le cadre de vie urbain est soumis à rude épreuve.

Le thème de la ville prédatrice rencontre un assez large écho. Les grandes concentrations urbaines pompent le milieu rural en ressources alimentaires. Sans être inexact, le constat doit cependant être nuancé ; le déséquilibre des balances commerciales que provoque l'importation des denrées est souvent plus préoccupant que la captation massive d'aliments locaux. On observera aussi que l'agriculture péri-urbaine est souvent la plus perméable au progrès technologique. Deux phénomènes plus irrémédiables sont à prendre en considération : l'extension exagérée de l'espace bâti se fait au détriment de terres agricoles souvent fertiles et l'approvisionnement des villes en ressources énergétiques (essentiellement le bois de feu) dessine des auréoles de désertification dans un rayon supérieur à la centaine de kilomètres.

La ville définie comme système généralisé de carences offre un cadre de vie de plus en plus dégradé. Entassement et vétusté sont les descripteurs les plus fréquemment utilisés dans les études urbaines. A Abidjan, des parcelles de 250 à 500 m² concentrent envi-

La peur économique

Elle découle de la peur du nombre en prenant deux aspects :
— peur de la « surpopulation » et de la pression démographique sur les terres, avec pour conséquence la diminution de la production agricole par tête ;

— peur de la montée du chômage, le développement économique ne permettant pas la création suffisamment rapide d'emplois pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, phénomène déjà visible dans les grandes agglomérations.

Ce type de peur comprend une part de vérité : il est vrai, par exemple, que la superficie de terre cultivable par habitant du milieu rural diminue du fait de la croissance démographique et que cette situation pose déjà de graves problèmes dans certains pays (Rwanda.

des techniques modernes qui entraîne à la fois une augmentation des rendements et un accroissement des superficies cultivables.

Il ne s'agit donc pas ici de nier les difficultés que peut engendrer un accroissement rapide de la population ; il s'agit d'essayer de prendre en compte la totalité du problème, y compris les modes de développement agricole dans toutes ses composantes (systèmes de production, rapport à la terre, formation des prix, recherche agromatique...) et l'aménagement du territoire.

La peur sociétale

Les nouvelles cultures urbaines africaines restent un mystère, y compris pour les chercheurs « orientés » vers d'autres objets à finalité plus directement opérationnelle (la gestion urbaine, le secteur « informel », les services urbains, etc.).

La démarche adoptée en 1987 par un groupe de réflexion réuni à Lyon est particulièrement éclairante. Rapidité extrême du changement social, hétérogénéité et impersonnalité de la société urbaine débouchent sur un réflexe d'inquiétude et de peur largement entretenu par des pouvoirs dépassés et tentés de considérer le pénal comme un moyen de domination. On n'hésite pas, selon l'heureuse expression de G. Houchon, « à criminaliser les différences d'être et d'avoir », à insister sur les effets idéologiques d'épouvantail de la marginalité.

Comment s'étonner pourtant que l'exclusion des pauvres dans les villes africaines produise « une urbanité de la revanche et du défi », expression d'une revendication légitime d'un droit de cité. L'insertion économique et sociale de jeunes migrants est au centre d'un débat biaisé. Dénoncer la délinquance de ces « cadets sociaux » participe d'une sorte de nostalgie ruralisante qui conduit à ignorer les nouvelles figures sociales que dessine l'urbanisation.

Il y a plus grave. De la première opération « coup de poing » à Abidjan au début des années quatre-vingt à la révolte des élèves de Bangui, en passant par l'exploitation du banditisme d'Esono à Douala, se manifeste une intention manipulatrice exploitant, voire cultivant une émotion collective. Pire encore est l'exploitation de l'argument sanitaire hérité de la tradition coloniale à des fins pénales. Particulièrement significative à cet égard est l'alternance, à Dakar, de la politique de déguerpissement et d'une politique d'éradication des « encombrements humains », catégorie recouvrant, selon l'heureuse expression de J.-L. Piermay, des « sans importances seulement puissants par leur nombre ».

La peur politique

Toutes les peurs que nous venons de passer en revue se com-

binent en une version dramatisée : la peur politique. A travers les événements récents, un constat s'impose : les recettes qui avaient permis de gérer la crise sans violence ni soubressauts se sont épuisées. L'État redistributeur est pris en défaut dans les domaines même où ses stratégies faisaient merveille : l'alimentation, l'éducation, la santé, le logement, etc. La croissance urbaine est trop rapide ; les moyens financiers font défaut. Les logiques clientélistes ont la vie dure mais la dialectique de l'autorité et du compromis perd ses bases face à des cultures politiques et à des mouvements sociaux qui changent de nature. Les symboliques politiques et leur manipulation, bien décrites par D. Martin à propos de la Tanzanie, « s'érodent par obstruction des canaux de communication politique »...

Peu à peu amenés à prendre l'urbanisation en considération, les gouvernements africains doivent aujourd'hui la prendre politiquement au sérieux. Mais ils n'ont plus dans leur jeu les atouts dont ils disposaient il y a encore une décennie. Le risque ne se manifeste plus seulement dans les très grandes villes ; comme on vient de le voir en Côte-d'Ivoire, les revendications locales et catégorielles cèdent le pas à la revendication démocratique. Des alliances sociales potentiellement mortelles pour l'ordre établi risquent de se nouer autour de cette revendication partagée par les plus pauvres et ceux qui ont eu l'espoir d'échapper à l'exclusion.

En ville, les parades habituelles n'opèrent plus ; les vertus de l'urbaniste ne sont plus à la mesure des problèmes. Comment imaginer encore aujourd'hui que l'ordre spatial puisse se prolonger en ordre social ? L'urbanisme préventif, dépassé par les rythmes de croissance urbaine, se trouve réduit à un urbanisme d'endiguement qui, sous diverses formes, à Kinshasa ou à Lagos, prétend « coller » au risque politique. Les moyens sont variés mais le succès demeure toujours éphémère : la répression brutale (le « déguerpissement »), l'artifice technique (les « cordons sanitaires » isolant les centres d'affaires et les quartiers résidentiels) ou l'option populiste (les promesses de régularisation lorsque le climat social se dégrade).

Le désordre urbain qui s'installe n'est décidément pas celui de l'espace. Il procède directement d'une distorsion croissante entre l'accroissement du nombre des citadins et l'emploi disponible. De ce point de vue, les politiques d'ajustement structurel avivent les peurs politiques. Le modèle de la modernisation par intégration des économies africaines au marché mondial entraîne de profondes ruptures d'équilibre. Contrairement aux intentions affichées, il est producteur d'urbanisation mais sa priorité n'est certes pas la lutte contre la pauvreté. L'exclusion des pauvres par la brutalité ou, plus insidieusement, par la solvabilité est la seule option laissée aux dirigeants africains. Une telle option risque fort de balayer les derniers lambeaux de consensus qui subsistent au sud du Sahara...

Faut-il, pour autant, céder aux grandes peurs ? Faut-il alimenter les discours alarmistes qu'elles suscitent et qui tiennent trop souvent lieu d'analyse scientifique ? Nous nous y refusons pour plusieurs raisons. Il faut d'abord dénoncer le caractère manipulateur de ces discours. Sans revenir sur le fantasme dangereux de l'envahissement de la France par l'immigration africaine, nous évoquerons des peurs qui se neutralisent : la famine, la sécheresse et maintenant le Sida ne fonctionnent-ils pas comme remède à la peur du nombre ? Pourquoi ne pas considérer plus sereinement que l'Afrique va poursuivre sa « transition démographique » comme d'autres continents avant elle ? Les projections démographiques sérieuses établissent que la fécondité africaine finira par baisser. Il ne s'agit pas de mettre en cause les programmes visant à accélérer cette baisse mais de se convaincre que leurs effets ne peuvent se mesurer que dans le temps long. Ils s'inscrivent en effet dans un contexte large de changements sociaux, culturels et économique peu enclin aux ruptures brutales. Comment pourrait-on feindre d'ignorer en cette fin de XX^e siècle l'existence de valeurs fortes attachées à la fécondité, de structures familiales favorisant l'accueil d'une nombreuse progéniture ? Il n'est pas plus raisonnable de nier que des enfants, entrés tôt sur le marché du travail, constituent pour leurs parents une véritable assurance-vieillesse. En l'absence de chute significative de la mortalité infantile, avoir une descendance nombreuse va de soi...

Juguler la peur des villes n'est pas moins souhaitable. On doit certes proposer de nouveaux outils de planification et de gestion pour mieux maîtriser le développement urbain désormais considéré comme inéluctable. De nombreux spécialistes ont ce souci, mais est-ce suffisant ? On demande aujourd'hui aux villes une meilleure contribution à la croissance économique nationale, mais se demande-t-on suffisamment si le différentiel de croissance escompté est synonyme de croissance de l'emploi ? Se demande-t-on si derrière cette croissance ne se profile pas une aggravation d'inégalités ayant déjà atteint les limites du supportable ?

A certaines des illusions de la « politique par le bas », il faut préférer les vertus de la démocratie pluraliste mais, là non plus, la condition n'est pas suffisante. Les situations urbaines africaines appellent une véritable « mise en débat » de tous les acteurs. Mais pour y parvenir, pour sortir de l'impasse théorique et pratique où se trouve aujourd'hui le développement urbain africain, ne faut-il pas inventer une nouvelle « utopie urbaine » ? Cette quête d'utopie est peut-être le meilleur remède contre les peurs.

Francis Gendreau
CEPED
Emile Le Bris
ORSTOM

Encart n° 1

La peur démographique

Dans les années soixante est apparue la prise de conscience de la forte croissance de la population du Tiers monde, avec un taux d'accroissement estimé à 2,1 % pour la période 1950-1955. C'est alors qu'on a parlé d'*explosion démographique*, et cela d'autant plus que ce taux d'accroissement augmentait régulièrement. Le phénomène majeur de ces dernières décennies, c'est que ce taux est passé par un maximum (de l'ordre de 2,5 %) au cours de la période 1965-1970, et décroît depuis (on est revenu aujourd'hui à 2,1 %).

1920-1930, pour commencer à remonter par la suite (aujourd'hui trois-quarts) ;

— ce n'est que vers l'an 2025 que l'Afrique retrouvera le pourcentage qu'occupait sa population dans la population mondiale au début du XVII^e siècle : 20 %.

Encart n° 2

L'urbanisation

C'est, à bien des égards, un des problèmes majeurs du XXI^e siècle. Les villes absorbent actuellement les deux-tiers de la croissance démographique des pays en développement. Dans la dernière décennie de ce siècle, plus de 600 millions de gens arriveront en ville et, à l'horizon 2000, le Tiers monde comptera plus de deux milliards de citadins !

Les taux d'urbanisation des pays africains sont encore, dans la plupart des cas, inférieurs à 40 %, mais quelques-uns des pays les plus peuplés du continent ont d'ores et déjà dépassé ce seuil (Zaïre, Ghana, Cameroun, Côte d'Ivoire...). Trois agglomérations seulement dépassaient le million d'habitants au début des années quatre-vingt, mais on devrait en compter plus de vingt à la fin du siècle.

Ce sont, en effet, les rythmes de croissance qui inquiètent. A Abidjan, ce rythme s'est maintenu autour de 10 % de 1935 aux années soixante-dix, ce qui signifie un doublement de la population urbaine tous les sept ans. De tels rythmes sont sans commune mesure avec ceux observés en Europe occidentale au plus fort de la révolution industrielle. On se souviendra que la plus grande ville du monde au début du XX^e siècle avait mis quelque trente siècles à passer de la centaine de milliers au million d'habitants !

On table généralement, pour les deux prochaines décennies, sur un taux annuel de croissance de 5,5 % de la population urbaine africaine, ce qui signifie que, pour les seuls États francophones, on sera passé de 30 millions de citadins en 1980 à quelque 150 millions en 2010. L'Afrique se distinguera de deux façons des autres continents au cours de cette période :

— malgré ce rythme d'urbanisation, la population rurale continuera de croître,

— un renversement se produira en ce qui concerne les moteurs de la croissance urbaine : égale à l'excédent migratoire en 1980, la croissance naturelle en ville lui sera deux fois supérieure en 2010.

Encart n° 3

Rédigé à partir de notes de Marc Lallemand, médecin à l'ORSTOM

Le Sida en Afrique : repères

- 1981 : Premiers cas identifiés en Californie.
1983 : Un virus est responsable.
1984 : Le Sida, maladie sporadique en Afrique et épidémique aux USA et en Europe ?
1985 : Réunion de Bangui, mise au point d'une définition clinique des cas permettant leur dénombrement en Afrique. Le Sida est une pandémie qui touche les USA, l'Europe et l'Afrique.
1986 : Premières études sérologiques : l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale sont les régions du monde les plus touchées.
1986 : Un deuxième virus est en cause en Afrique de l'Ouest.
1987 : le second virus peut être tracé sérologiquement ; l'Afrique de l'Ouest est massivement touchée.
Principales caractéristiques épidémiologiques établies (rôle négligeable des toxicomanies, de la transmission homosexuelle mais place de la transmission hétérosexuelle, transfusionnelle, mère-enfant).
Le Sida épidémique est nouveau aussi en Afrique.
1990 : Tous les pays d'Afrique sont touchés.
Environ 200 000 cas officiellement déclarés à l'OMS par 150 pays, qui représenteraient 1/3 à 1/4 des cas réellement existants.
En Afrique, plus de 3 millions d'adultes jeunes infectés.
Plus d'un enfant né de mère séropositive sur trois sera infecté et décèdera dans les cinq premières années de sa vie.
Le sida, première cause de décès chez l'adulte entre quinze et quarante-cinq ans.
Mais disparités considérables d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays (rural/urbain, grandes villes/petites villes).
Ces disparités montrent que dans chaque pays existe une combinaison unique d'expression des « facteurs de risques ».

DEGRÉ DE GRAVITÉ DE L'ÉPIDÉMIE

	Aire de dissémi- nation d'HV1	Aire de dissémi- nation d'HV2
Pays très touchés	Rwanda Burundi Ouganda	Guinée-Bissau Angola Mozambique Sénégal
Pays moins touchés	Gabon Cameroun Nigeria	Mali